

Note de lecture

Michel Fiévet, *Le livre blanc des travailleurs immigrés des foyers. Du non-droit au droit*
Paris, L'Harmattan, CIEMI, 1999, 272 pages

Cette note de lecture a été publiée dans la *Revue Européenne des Migrations
Internationales*, vol. 15, n°3, 1999, p. 259-261

A la faveur d'un regain d'intérêt politique pour la question des foyers de travailleurs immigrés, un grand nombre de travaux – de sources hétérogènes et de qualité souvent très inégale – ont récemment vu le jour. Au sein de ces publications, ce *livre blanc des travailleurs immigrés des foyers* occupe une position ambiguë. Ouvrage historique, résultat d'un travail de terrain, ce livre est aussi, et peut-être avant tout, un livre militant. Les circonstances qui lui ont donné naissance sont d'ailleurs significatives : « Dans les années 1994-1996, le *statu quo* qui prévalait depuis quinze ans sur les foyers de travailleurs immigrés est rompu [...] En avril 1996, sous l'impulsion du Premier ministre Alain Juppé, paraissent trois rapports sur différents aspects de l'immigration [qui] expriment dans un tir groupé l'hostilité anti-immigrés bien marquée de la droite française [...] C'est dans ce contexte, au vu des analyses, des conclusions, de la méthode et de l'esprit du rapport Cuq que le Collectif pour l'avenir des foyers (COPAF) est né ». Signé de Michel Fiévet, ce « livre blanc » est le résultat du travail de ce collectif formé de « militants associatifs, délégués de foyers, immigrés et français, qui, depuis des années, essaient de vivre et de bâtir ensemble une autre cité que celle du profit et de la discrimination raciste, qui s'efforcent de développer une autre conception du bien collectif, de l'égalité des droits et de la citoyenneté ».

Le livre retrace d'abord l'histoire et l'évolution des foyers depuis l'après-guerre. Cette période, marquée par une crise du logement étendue à tous les secteurs de la société française, touche plus particulièrement premières vagues de travailleurs immigrés logés dans des « foyers-taudis » : bidonvilles, baraques de chantier, caves. C'est dans ce contexte qu'est créée la SONACOTRAL (SOciété NAtionale de COnstruction pour les TRvailleurs ALgériens) et le concept des Foyers de Travailleurs Migrants (FTM) dans lesquels est « instauré un règlement intérieur “paramilitaire” de type caserne » conforme aux « conceptions rigides, fonctionnalistes, ségrégatives » et à « une visée segmentaire et passéiste de la sécurité, au sens du

ministère de l'Intérieur, et de rendement, au sens patronal ». D'autres types de foyers naissent à la même époque : foyers « sauvages » tenus par des « promoteurs véreux ; foyers patronaux où « la surpopulation est de mise, la réglementation sévère et la répression constante : courrier ouvert, interdiction d'entrer à toute personne étrangère, brimades, provocations » et enfin foyers humanistes ou caritatifs, dans lesquels « les immigrés sont devenus le prétexte d'une charité compassionnelle, naïve et ethnocentrique ». Seule création « positive », les foyers pour les migrants venus d'Afrique noire, qui ne connaîtront pourtant pas de meilleur sort, faute de subventions. « En fait, résume l'auteur, les pouvoirs publics ont tout fait pour instrumentaliser à leur service les associations gestionnaires, SONACOTRA incluse. L'Etat n'a cessé de laminer les responsables et les résidents des foyers par une logique politique faite d'indifférence, d'abandons successifs et de volte-face conjoncturelle ».

Les années 1970 sont marquées par une « modernisation en trompe-l'œil ». Pour des raisons principalement économiques, de nombreux foyers sont construits en dehors des villes, reléguant « leurs occupants à une vie semi-autarcique » dans un « calme carcéral ». Cette période est aussi marquée par la « politisation de la question "immigration" » : face à une crise qui s'installe, la succession des initiatives politiques organisent peu à peu « un véritable arsenal administratif à dominante répressive dont l'objectif officiel est la maîtrise du flux migratoire ». Ce durcissement va faire naître, dès 1975, le mouvement des « Sonaco ». L'auteur rend compte en détail de ce mouvement de protestation et de grèves qui gagne progressivement 120 foyers et qui, relayé par la presse, trouve l'appui de nombreux intellectuels et membres de la classe politique. Les réponses de la SONACOTRA qui, dans un premier temps « ont tout du poujadisme, selon la tactique déshonorante consistant à faire jouer l'opinion contre les minorités », donnent au conflit une dimension de plus en plus politique. Après trois années de luttes, le gouvernement crée en 1978 une commission d'étude. Deux rapports, très critiques, seront enterrés. Une troisième commission est alors nommée dont le « travail est clairement cadré » et dont les orientations – reprises dans le projet de loi d'Ornano – masquent « la réalité sociale du conflit des Sonaco ». Ce projet, qui suscita de vives réactions, restera sans suite à l'arrivée de la gauche en 1981.

Aux « espoirs et progrès » (fin des expulsions, campagnes de régularisation, carte de dix ans) succède très vite le « désenchantement » : sur fond de crise économique et de licenciements massifs dans tous les secteurs industriels se développe un discours liant le chômage à l'immigration, climat « mis à profit par les extrémistes de droite xénophobes et racistes ». Les foyers « engendrent la méfiance. On y associe – le rapport Cuq n'innove rien en ce domaine – les problèmes de délinquance, d'intégrisme islamique, de clandestinité, de drogue, voire de

proxénétisme ». Du second septennat mitterrandien naissent « deux autres initiatives malheureusement trop tardives » et dont le résultat final, malgré « toutes ces belles intentions [...] reste maigre ».

« Régression et répression », telle est l'orientation que prend en 1996 le rapport Cuq, point de départ et raison d'être de ce « livre blanc », « rapport rédigé dans la fébrilité, au premier degré » où « l'idéologie, les préjugés et la malveillance prévalent », qui « se nourrit de divers fantasmes » et qui « pour renforcer la suspicion sur le communautarisme [...] ne se contente pas de peindre une image cataclysmique et tendancieuse de la réalité. Il fantasme même sur la menace d'une poussée islamiste dans les foyers ». Les analyses de ce rapport sont minutieusement discutées : la méthode d'investigation est profondément remise en cause : « on assimile les problèmes dus à un bâti délabré à des problèmes de culture et de mode de vie, [...] on agite les fantasmes de l'imaginaire colonial et raciste. On prend pour argent comptant des déclarations de certains gestionnaires véreux, on fournit des chiffres ridicules et faux à partir d'impressions qui ne font l'objet d'aucune enquête ni vérification sérieuse ». La critique porte aussi sur le « soubassement idéologique » du rapport, fondé sur « l'image stéréotypée d'une France éternelle, civilisatrice et universelle » qui est l'expression d'un « contexte imaginaire, nostalgique et passéiste ».

Contre le spectre du communautarisme et « le regard des rapporteurs surdéterminé par l'histoire du colonialisme », l'auteur examine en détail la situation des foyers de travailleurs africains – sur lesquels le rapport Cuq est le plus catastrophiste – et en tire une « réalité autrement plus complexe » : « le communautarisme stigmatisé par le rapport est en partie une construction fictive résultant de la fusion imaginaire de groupes familiaux d'origine villageoise. Ni société secrète, ni secte, ni clan, ni mafia, ni FIS, ni Djihad, ni boutefeu à la Malcom X ou aux casseurs de *La Haine*. Mais, s'il y a une vérité de l'identité communautaire des travailleurs africains des foyers c'est plutôt un mélange d'expérience prolétarienne et d'origine agraire, une cohésion non monolithique qui se joue surtout comme une stratégie de survie [...] Pour le COPAF, la vie communautaire des foyers de travailleurs africains est faite de solidarité, d'entraide et de commensalité ». C'est sur ce point que la condamnation du rapport se fait la plus dure : « en réalité, l'ensemble de cette attaque contre la chefferie “tribale” ou traditionnelle sent la mauvaise foi [...] Les charges démagogiques contre une prétendue “autorité tribale” des vieux chefs de clan ne semblent être qu'un écran de fumée pour cacher l'absence totale de culture ou de volonté démocratique chez les auteurs du rapport Cuq ». Pourtant, loin de se limiter à une dénonciation virulente, l'auteur reprend chaque analyse, en discute les fondements et la validité : calcul minutieux de la situation économique des résidents, qui est loin de s'apparenter à une « rente de situation » permettant de « vivre à très bon compte » (rapport Cuq) ; examen des activités collectives (cuisine, métiers,

commerce), contre la vision des « foyers d’Africains noirs qui combinent à des degrés divers mais toujours à grande échelle : suroccupation, trafics en tout genre, activités économiques parallèles, drogue, prostitution » (rapport Cuq) ; évaluation, enfin, des transferts d’argent dans les pays d’origine et des projets de développement qu’ils suscitent.

Le livre se termine sur une série de propositions du COPAF, la situation depuis le rapport Cuq ayant, pour l’auteur, peu évolué sur le plan politique, puisque six mois après la victoire de la gauche aux élections législatives « la déception était déjà massive. Nous avons compté sans le souci d’équilibrisme politicien de Lionel Jospin, sans le républicanisme étatiste et chauvin de Jean-Pierre Chevènement, et sans l’obstination bornée des deux ».

C’est en fin de compte toujours sur les mêmes points que l’ouvrage laisse le plus perplexe : en quoi ces critiques dénonciatrices – contre les organismes logeurs, et surtout la SONACOTRA, les gestionnaires ou les politiques, quelle que soit leur tendance – sont-elles utiles à une démonstration qui ne manque pas d’arguments par ailleurs ? Le principal défaut de ce « livre blanc » réside dans ce mélange des genres : données historiques, extraits d’entretiens, accusations virulentes et propositions s’entremêlent et ne cessent de brouiller le statut de l’ouvrage. Fort documenté sur certains points, de nombreuses citations – et notamment d’acteurs de cette histoire – ne sont pas appuyées par des notes ; les entretiens, riches et fouillés, sont utilisés de manière illustrative et ne permettent pas montée en généralité ; les critiques s’appuient sur des sources et sont largement argumentées, mais le ton polémique et violent en diminue de fait la portée. Preuve une nouvelle fois que le thème de l’immigration est un domaine glissant où se côtoient des discours de statut très divers (politiques, institutionnels, militants, associatifs, universitaires, journalistiques...) sans que la frontière soit jamais véritablement nette, ce qui, on le regrette, ne peut que nuire à la qualité du débat scientifique sur ces questions.